

PARLEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Session ordinaire 2022-2023

[DATE]

Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO

Développements

La société de droit public NEO a été constituée par la Région, la Ville de Bruxelles et Brussels Expo, conformément à l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, sous la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée. Elle a pour mission de favoriser, réaliser ou faire réaliser l'aménagement et le développement du plateau du Heysel et sa gestion opérationnelle subséquente, en ce compris, au besoin, l'exploitation d'un ou de plusieurs des bâtiments qui y seront érigés (article 3 de l'ordonnance du 27 février 2014).

Le droit belge des sociétés a été réformé en 2019 par l'introduction du Code des sociétés et des associations (le « CSA »). L'une des modifications importantes apportées par le CSA au régime légal des sociétés coopératives résulte de la nouvelle définition de ce type de société. Plus précisément, l'article 6:1, §1, du CSA mentionne que « *La société coopérative a pour but principal la satisfaction des besoins et/ou le développement des activités économiques et/ou sociales de ses actionnaires ou bien de tiers intéressés notamment par la conclusion d'accords avec ceux-ci en vue de la fourniture de biens ou de services ou de l'exécution de travaux dans le cadre de l'activité que la société coopérative exerce ou fait exercer* ». Une société coopérative doit donc désormais poursuivre une finalité coopérative.

Au regard de la nouvelle définition de la société coopérative prévue à l'article 6:1 du CSA, la société NEO ne peut plus être valablement qualifiée de société coopérative et doit donc être transformée vers une autre forme juridique. Il est proposé ici que la société NEO soit transformée en société à responsabilité limitée, conformément aux décisions de principe prises en ce sens au sein du conseil d'administration de la société, composé de sept représentants de la Région et de sept représentants de la Ville et de Brussels Expo (article 7 de l'ordonnance du 27 février 2014).

La modification des statuts de la société par son assemblée générale, ne peut toutefois prendre effet que si elle est approuvée par le gouvernement régional et par le conseil communal de la Ville de Bruxelles (article 2 de l'ordonnance du 27 février 2014). En l'état, cependant, l'ordonnance du 27 février 2014 fait expressément référence à la forme de la société coopérative à responsabilité limitée et rend applicables à NEO les dispositions de l'ancien Code des sociétés afférentes à cette forme sociétale. L'approbation de la modification statutaire requiert donc qu'il soit préalablement procédé à la modification de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO.

En outre, il convient de relever qu'en toute hypothèse, la dernière étape de l'entrée en vigueur du CSA à l'égard des sociétés préexistant à son adoption emportera d'office, au 1^{er} janvier 2024, la transformation de la société NEO en société à responsabilité limitée. En effet, l'article 41, § 2, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses prévoit que « *Les personnes morales qui ont adopté une des formes légales mentionnées au paragraphe 1er et qui à la date du 1er janvier 2024 n'ont pas été transformées en une autre forme légale sont à cette date transformées de plein droit comme suit: (...) - la société coopérative à responsabilité limitée qui ne répond pas à la définition de société coopérative énoncée à l'article 6:1 du Code devient une société à responsabilité limitée (...)* ».

Il en résulte que, faute d'intervention législative, la société NEO deviendrait de plein droit, au 1^{er} janvier 2024 une société à responsabilité limitée, au regard du Code des sociétés et associations, sans toutefois que les aménagements spécifiques prévus par son ordonnance organique, en *dérogation*, notamment, à certaines dispositions applicables jusqu'à présent aux sociétés commerciales, aient été adaptés afin de conserver pleinement leur effectivité dans ce nouveau cadre juridique. L'obsolescence de la

terminologie et des renvois contenus actuellement dans l'ordonnance NEO placerait donc la société et son fonctionnement dans une insécurité juridique préjudiciable à la bonne réalisation de ses missions.

Le présent projet d'ordonnance a donc pour objectif de modifier l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, afin de refléter le changement de forme juridique en société à responsabilité limitée ainsi que la nouvelle terminologie utilisée dans le CSA pour ce type de société, tout en préservant les spécificités propres à cette société de droit public.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

Cet article n'appelle pas de commentaires.

Article 2

Cet article vise à modifier, à l'article 2 de l'ordonnance du 27 février 2014 précitée, la terminologie utilisée pour identifier la forme sociétale de NEO et le vocabulaire associé à cette forme sociétale.

C'est par la modification de cette disposition que la transformation de NEO en société à responsabilité limitée est effectivement rendue possible par adaptation des statuts de la société et approbation de ceux-ci par ses fondateurs.

Article 3

Cet article permet d'adapter, à l'article 4 de l'ordonnance du 27 février 2014, la définition du cadre juridique applicable à NEO à sa nouvelle forme sociétale et à l'application, pour l'avenir, du Code des sociétés et associations. Cette adaptation ne modifie en rien la portée des dispositions spécifiques de l'ordonnance venant aménager, sur certains points, le régime juridique devant lui être appliqué, en considération de sa nature de société de droit public. La dernière phrase de l'article 4 doit être supprimée puisque l'ancienne distinction entre actes civils et actes commerciaux n'a plus cours en droit belge.

Article 4

Les modifications apportées à l'article 5 de l'ordonnance du 27 février 2014 visent à nouveau, uniquement, à adapter la terminologie utilisée à la nouvelle forme sociétale de la société, ainsi que la restriction faite, dans cette disposition, au cadre juridique applicable en matière de causes de dissolution. Il s'agit donc de préserver le principe posé en 2014, selon lequel seule une décision des deux autorités publiques ayant fondé la société peut entraîner sa dissolution.

Article 5

Les modifications apportées par cette disposition à l'article 6 de l'ordonnance du 27 février 2014 visent essentiellement à tenir compte de la suppression par le CSA de la notion de capital au sein des SRL. Le CSA fait en effet désormais référence aux capitaux propres mis à disposition d'une SRL et il convient d'utiliser cette nouvelle terminologie. Il s'agit également de refléter le vocabulaire applicable aux actionnaires et aux actions des sociétés à responsabilité limitée, celui-ci étant distinct de celui applicable aux sociétés coopératives.

Article 6

Les modifications apportées par cette disposition à l'article 7 de l'ordonnance du 27 février 2014 sont du même ordre que celles introduites par les articles 4 et 5 commentés ci-dessus.

Rudi VERVOORT

PROJET D'ORDONNANCE

modifiant l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO

Article 1er

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

A l'article 2 de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, les modifications suivantes sont apportées :

- 1°. à l'alinéa 1^{er}, le mot « coopérative » est supprimé.
- 2°. au deuxième alinéa, les mots « en capital » sont supprimés.
- 3°. au troisième alinéa, le mot « associés » est remplacé par le mot « actionnaires ».

Article 3

A l'article 4 de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, les modifications suivantes sont apportées :

- 1°. le mot « coopératives » est supprimé ;
- 2°. le sigle « SCRL » est remplacé par « SRL » ;
- 3°. les termes « d'associés » sont remplacés par « d'actionnaires » ;
- 4°. la seconde phrase est supprimée.

Article 4

A l'article 5 de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, les modifications suivantes sont apportées :

- 1°. la première phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Les dispositions du Livre XX « Insolvabilité des entreprises » du Code de droit économique ne sont pas applicables à NEO ».

- 2°. dans la deuxième phrase de cette disposition, le terme « associés » est remplacé par le terme « actionnaires ».

- 3°. la dernière phrase de cette disposition est remplacée par la phrase suivante :

« Toutes les autres causes de dissolution, en ce compris celle prévue à l'article 5: 153 du Code des sociétés et des associations, ne sont pas applicables ».

Article 5

A l'article 6 de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, les modifications suivantes sont apportées :

- 1°. le terme « parts » est systématiquement remplacé par « actions »,
- 2°. le terme « part » est systématiquement remplacé par « action »,
- 3°. le terme « catégorie » est systématiquement remplacé par « classe »,
- 4°. le terme « associés » est systématiquement remplacé par « actionnaires ».
- 5°. à l'alinéa 4, première phrase, les termes « de la part fixe et de la part variable du capital social » sont remplacés par « des capitaux propres ».
- 6°. à l'alinéa 4, deuxième phrase, les termes « parts fixe et variable du capital » sont remplacés par « capitaux propres ».
- 7°. à l'alinéa 4, dernière phrase, « l'article 551 du Code des sociétés » est remplacé par « l'article 5:46 du Code des sociétés et des associations ».
- 8°. à l'alinéa 5 , « l'article 370 du Code des sociétés » est remplacé par « l'article 5:155 du Code des sociétés et des associations ».
- 8°. le dernier alinéa est supprimé.

Article 6

A l'article 7 de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, les modifications suivantes sont apportées :

- 1°. le terme « associés » est remplacé par le terme « actionnaires » ;
- 2°. le terme « catégorie » est remplacé par le terme « classe ».

Rudi VERVOORT

ANNEXE – Texte consolidé de l'ordonnance relative à la société NEO

Article 1er. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Le Gouvernement est autorisé à détenir une participation, au nom de la Région de Bruxelles-Capitale, ci-après « la Région », dans une société de droit public sous la forme d'une **société à responsabilité limitée**, et qui porte la dénomination de NEO. NEO dispose de la personnalité juridique.

La Ville de Bruxelles, ci-après « la Ville », est autorisée à détenir directement ou indirectement des participations dans cette société.

Les statuts de NEO sont adoptés par les fondateurs et approuvés par le Gouvernement et par le conseil communal de la Ville. Les modifications sont décidées par l'assemblée générale des **actionnaires**, mais elles ne prennent effet qu'après l'approbation tant du Gouvernement que du conseil communal de la Ville.

Art. 3. NEO a pour mission, dans une perspective d'intérêt général, de favoriser, réaliser ou faire réaliser l'aménagement et le développement du plateau du Heysel et sa gestion opérationnelle subséquente, en ce compris, au besoin, l'exploitation d'un ou de plusieurs des bâtiments qui y seront érigés. Les statuts de NEO définissent son objet social de manière à lui permettre de réaliser toutes les opérations, en ce compris immobilières, nécessaires ou utiles à cet effet. NEO peut confier le financement, la réalisation, l'entretien ou la gestion de tout ou partie des infrastructures réalisées sur le plateau du Heysel à des tiers, sur la base d'un ou plusieurs contrats à long terme conclus conformément à la législation sur les marchés publics.

NEO développe, dans les limites de la présente ordonnance, toutes les activités qui sont compatibles avec son objet social. NEO décide de l'acquisition, de l'utilisation et de l'aliénation de ses biens corporels et incorporels, de la constitution ou de la suppression de droits réels sur ces biens, ainsi que de l'exécution de telles décisions.

NEO peut participer en qualité de fondateur et prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations ou institutions de droit public ou de droit privé, belges ou étrangères, dont l'objet social est en rapport avec l'aménagement et le développement du plateau du Heysel.

NEO peut recevoir des subventions de toutes personnes morales de droit public et acquérir des recettes en fournissant des prestations à des tiers ou en valorisant les biens meubles et immeubles dont elle est le propriétaire ou le gestionnaire.

NEO peut transiger et compromettre, et peut recevoir des dons et des legs.

Le siège social de NEO est situé sur le territoire de la Ville de Bruxelles.

Art. 4. Pour ce qui n'est pas régi par la présente ordonnance, NEO est régie par les dispositions légales et réglementaires applicables aux **sociétés à responsabilité limitée (SRL)**, par ses statuts et par la convention **d'actionnaires** visée à l'article 6.

Art. 5. Les dispositions du Livre XX « Insolvabilité des entreprises » du Code de droit économique ne sont pas applicables à NEO. La dissolution de NEO ne peut être décidée que par décision de l'assemblée générale des **actionnaires**, laquelle ne prend effet qu'après avoir été approuvée par le Gouvernement et par le conseil communal de la Ville. La décision du Gouvernement règle le mode et les conditions de la dissolution. **Toutes les autres causes de dissolution, en ce compris celle prévue à l'article 5: 153 du Code des sociétés et des associations, ne sont pas applicables.**

Art. 6. La Région détient cinquante pourcents des actions de NEO, dénommées actions de classe A. Les cinquante pourcents restant, dénommées actions de classe B, sont détenus à concurrence de 90 % au minimum par la Ville et à concurrence de 10 % au maximum par l'association sans but lucratif Parc des Expositions de Bruxelles ou par une ou plusieurs sociétés, entités ou personnes morales de droit public dont la Ville détient, directement ou indirectement la totalité des droits de vote attachés aux actions, parts, titres ou droits d'actionnaires. La Ville et les actionnaires ainsi contrôlés par la Ville forment les actionnaires de classe B.

Les actions de classe A sont strictement incessibles. Les actions de classe B ne sont cessibles qu'entre actionnaires de classe B et pour autant que la Ville conserve à tout moment 90 % de ces actions au minimum.

Chaque action donne droit à une voix, étant entendu que, à tout moment et quelle que soit la hauteur des apports, les droits de vote à l'assemblée générale de la société sont détenus pour moitié par la Région et pour moitié par les actionnaires de classe B.

Les actionnaires concluent une convention qui fixe le montant et les modalités de libération des capitaux propres. Le conseil d'administration de NEO est compétent pour réaliser, dans le respect des dispositions de la convention d'actionnaires, les appels de fonds pour les capitaux propres. La convention conclue entre les actionnaires a une durée de 20 ans, et est réputée de manière irréfragable pour toute cette durée conforme à l'intérêt social de NEO. Elle n'est pas susceptible d'être annulée, notamment au motif qu'une des conditions prévues à l'article 5 :46 du Code des sociétés et des associations ne serait pas ou plus respectée.

Les actionnaires fondateurs ne peuvent pas démissionner. Ils ne peuvent pas être exclus, même pour de justes motifs, au sens de l'article 5 :155 du Code des sociétés et des associations.

Art. 7. Le conseil d'administration est composé de quatorze administrateurs, dont sept sont nommés par la Région, et sept sont nommés par les actionnaires de classe B. Les mandats d'administrateurs sont exercés à titre gratuit.

Art. 8. § 1er. La Région, la Ville, et toutes autres personnes morales de droit public créées ou détenues majoritairement, de manière directe ou indirecte, par la Région ou par la Ville, ou sur lesquelles la Région exerce un pouvoir de tutelle, sont autorisées à transférer à NEO tous les biens meubles et immeubles, en ce compris ceux qui relèvent de leur domaine public, qui sont utiles ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de NEO. Elles peuvent aussi accorder à NEO des droits réels sur ces biens et les lui donner en location ou en gestion, quelle que soit la nature juridique de l'opération, et ce à titre gratuit ou onéreux. § 2. Sous réserve du § 3, NEO administre les biens dont elle est le propriétaire, sur lesquels elle détient un droit réel, ou dont la gestion lui a été confiée. A cette fin, elle peut accomplir tous les actes de gestion tels que l'entretien, l'amélioration, la mise à disposition et l'utilisation de ces biens. Dans la limite des droits dont elle dispose, elle peut accorder des droits réels ou personnels sur ces biens. § 3. Sans préjudice du droit pour NEO de recevoir tout droit réel ou personnel sur le domaine privé de ses actionnaires ou de tout tiers, il est créé en faveur de NEO une servitude légale d'utilité publique lui permettant d'établir, à titre gratuit, sous, sur ou au-dessus du domaine public de toute personne morale de droit public, les ouvrages et équipements y compris leurs accessoires nécessaires à la réalisation des aménagements d'utilité publique relevant de la mission visée à l'article 3.

NEO n'est cependant pas autorisée à établir des ouvrages et équipements sur les voies ferrées gérées par la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles.

NEO, propriétaire des ouvrages et équipements, peut sur ces biens :1° constituer des droits réels compatibles avec leur affectation publique, qui subsiste;2° céder à toute personne de droit public ou privé, pour la durée qu'elle détermine, un droit de superficie. Toute mise en œuvre de la servitude visée

à l'alinéa premier est subordonnée à l'autorisation préalable de l'autorité publique gestionnaire du domaine public concerné, qui conserve la responsabilité liée à l'usage de ce domaine.

Cette autorité statue sur la demande d'autorisation dans les 75 jours de la réception de la demande. Ce délai est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

L'autorisation est réputée acquise s'il n'a pas été statué sur la demande d'autorisation dans le délai visé à l'alinéa 4. § 4. Après y avoir été autorisée par le Gouvernement, NEO peut procéder à l'expropriation en son nom propre et pour son propre compte des biens immeubles nécessaires à l'exécution de l'aménagement et du développement du plateau du Heysel. Les expropriations se font conformément à la procédure d'extrême urgence fixée par l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, ou toute autre procédure en la matière applicable en Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 9. NEO est assimilée à la Région de Bruxelles-Capitale pour l'application des lois et ordonnances relatives aux impôts directs et indirects qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 10. Le Gouvernement est autorisé à accorder la garantie régionale aux engagements contractés par NEO à l'égard de tiers et portant sur le paiement des redevances de disponibilité afférentes à la conception, la construction, le financement et l'entretien des infrastructures érigées sur le plateau du Heysel en exécution des missions de NEO. Cette garantie peut présenter un caractère abstrait et irrévocable et prendre la forme d'un cautionnement qui reste en vigueur jusqu'à ce que tous les engagements de NEO envers le tiers aient été honorés.

Art. 11. § 1er. Pour l'application de l'ordonnance du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, NEO n'est pas considérée comme un service du Gouvernement, ni comme un organisme administratif autonome au sens de l'article 2, 1° et 2° de cette ordonnance.

NEO conclura, toutefois, une convention avec le Centre de Coordination financière pour la Région de Bruxelles-Capitale et le caissier prévu à l'article 63, alinéa 2, de l'ordonnance du 23 février 2006 susmentionnée en vue de disposer d'un compte de transit limité à la centralisation de l'apport régional dans NEO. § 2. NEO est soumis au contrôle de la Cour des comptes. Les comptes de NEO sont transmis à la Cour des comptes au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice concerné.

La Cour des comptes a accès en permanence aux données sociales, fiscales, financières et comptables.

Elle informe sans délai le Gouvernement et le Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de toute anomalie. Elle en informe également le Parlement, d'initiative ou à la demande de ce dernier.

La Cour des comptes examine la légalité et la régularité des dépenses et des recettes et contrôle le bon emploi des deniers publics; elle s'assure du respect des principes d'économie, d'efficacité et d'efficience.

La Cour des comptes est habilitée à se faire communiquer tous documents et renseignements, de quelque nature que ce soit, relatifs à la l'exercice par NEO de sa mission d'aménagement et de développement du plateau du Heysel. Elle peut organiser un contrôle sur place. § 3. NEO est soumise au contrôle du Gouvernement à l'intervention de deux commissaires, nommés et révoqués par le Gouvernement. Ils veillent au respect de la loi et des statuts de NEO. Les commissaires du Gouvernement sont invités à toutes les réunions du conseil d'administration et y ont voix consultative. Ils peuvent, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de NEO. Ils peuvent requérir des administrateurs, des agents et des préposés de NEO toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui leurs paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat.

Chaque commissaire du Gouvernement peut, dans un délai de quatre jours, introduire un recours en annulation auprès du Gouvernement contre toute décision qu'il estime contraire à la loi ou aux statuts de la société. Ce délai court à partir du jour de la réunion au cours de laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance. Le recours est suspensif. Simultanément à l'introduction du recours, il en transmet copie au président du conseil d'administration de NEO et au Collège de la Ville de Bruxelles, qui dispose de huit jours pour communiquer son avis au Gouvernement. La Ville et la Région mettent à profit ce délai de huit jours pour dégager si possible une position commune.

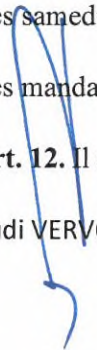
Si, dans un délai de cinq jours à compter de la réception de l'avis de la Ville ou, à défaut, dans un délai de treize jours à compter du lendemain du jour de l'introduction du recours, le Gouvernement n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive. Le Gouvernement notifie l'annulation au conseil d'administration.

Les samedis, dimanches et jours fériés légaux sont exclus des délais.

Les mandats de Commissaire du Gouvernement ne sont pas rémunérés.

Art. 12. Il est satisfait aux besoins en personnel de NEO par du personnel engagé par contrats de travail.

Rudi VERVOORT



BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

Gewone zitting 2022-2023

[DATUM]

Ontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO

Uiteenzetting

De publiekrechtelijke vennootschap NEO werd door het Brussels Gewest, de stad Brussel en Brussels Expo op basis van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO opgericht in de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid. Haar opdracht bestaat erin de inrichting en de ontwikkeling van de Heizelvlakte evenals het daaropvolgende operationele beheer te bevorderen, te verwezenlijken of te doen verwezenlijken, met inbegrip van, indien nodig, de exploitatie van een of meerdere gebouwen die er zullen worden opgericht (artikel 3 van de ordonnantie van 27 februari 2014).

Het Belgische vennootschapsrecht werd in 2019 hervormd met de invoering van het wetboek van vennootschappen en verenigingen (het WVV). Een van de belangrijke wijzigingen die op basis van het wetboek van vennootschappen en verenigingen aan de wettelijke regeling voor coöperatieve vennootschappen werd aangebracht, vloeit voort uit de nieuwe definitie van dit soort vennootschap. Zo staat in artikel 6:1, §1 van het WVV het volgende: *“De coöperatieve vennootschap heeft tot voornaamste doel aan de behoeften van haar aandeelhouders dan wel derde belanghebbende partijen te voldoen en/of hun economische en sociale activiteiten te ontwikkelen, onder meer door met hen overeenkomsten te sluiten over de levering van goederen, de verrichting van diensten of de uitvoering van werken in het kader van de activiteit die de coöperatieve vennootschap uitoefent of laat uitoefenen”*. Een coöperatieve vennootschap moet dus voortaan een coöperatief doel nastreven.

Uitgaande van de nieuwe definitie van een coöperatieve vennootschap die in artikel 6:1 van het WVV is opgenomen, kan de vennootschap NEO niet langer geldig worden aanzien als een coöperatieve vennootschap. Zij dient bijgevolg een andere rechtsvorm aan te nemen. Hierbij wordt voorgesteld om de vennootschap NEO om te vormen tot een besloten vennootschap, zoals principieel werd beslist door de raad van bestuur van de vennootschap, bestaande uit zeven vertegenwoordigers van het Brussels Gewest en zeven vertegenwoordigers van de stad Brussel en Brussels Expo (artikel 7 van de ordonnantie van 27 februari 2014).

De door de algemene vergadering gewijzigde statuten van de vennootschap kunnen echter pas in werking treden, nadat ze zijn goedgekeurd door de Brusselse regering en door de gemeenteraad van de stad Brussel (artikel 2 van de ordonnantie van 27 februari 2014). In de huidige versie van de ordonnantie van 27 februari 2014 is er echter nog uitdrukkelijk sprake van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid en staat dat de bepalingen van het vroegere vennootschapswetboek over die vennootschapsvorm van toepassing zijn op NEO. Om de gewijzigde statuten te kunnen goedkeuren, moet dus eerst de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden gewijzigd.

Voorts dient erop gewezen dat de vennootschap NEO op 1 januari 2024, wanneer de laatste fase van de inwerkingtreding van het WVV voor de reeds bestaande vennootschappen ingaat, in elk geval automatisch zal worden omgezet in een besloten vennootschap. In artikel 41, §2 van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen is namelijk het volgende bepaald: *“De rechtspersonen die een van de in paragraaf 1 vermelde rechtsvormen hebben aangenomen en op 1 januari 2024 nog niet in een andere rechtsvorm zijn omgezet, worden op die dag van rechtswege als volgt omgezet: (...) - de coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid die niet aan de definitie van coöperatieve vennootschap in artikel 6:1 van het Wetboek beantwoordt, wordt een besloten vennootschap (...)”*.

Aldus zou de vennootschap NEO zonder wetgevend initiatief op 1 januari 2024 op grond van het wetboek van vennootschappen en verenigingen van rechtswege een besloten vennootschap worden, zonder dat de specifieke regels in de bijhorende organieke ordonnantie die *afwijken* van sommige tot nu toe geldende bepalingen voor handelsvennootschappen werden aangepast, zodat ze in de nieuwe rechtsregeling ten volle hun uitwerking zouden kunnen behouden. De verouderde terminologie en de achterhaalde verwijzingen die de NEO-ordonnantie vandaag bevat, zouden leiden tot rechtsonzekerheid voor de vennootschap en haar werking, waardoor de goede uitvoering van haar opdrachten in het gedrang dreigt te komen.

Deze ontwerpordonnantie strekt er dus toe de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO te wijzigen om haar rechtsvorm om te zetten in een besloten vennootschap en er de nieuwe terminologie in te verwerken die in het WVV voor dit soort vennootschap wordt gebruikt, maar daarbij wel de specifieke eigenschappen van deze publiekrechtelijke vennootschap te behouden.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 2

Dit artikel beoogt in artikel 2 van de voormelde ordonnantie van 27 februari 2014 de gebruikte terminologie waarmee verwezen wordt naar de vennootschapsvorm van NEO en de met die vennootschapsvorm samenhangende woordenschat te wijzigen.

De wijziging van deze bepaling maakt het mogelijk om NEO om te vormen tot een besloten vennootschap door de statuten van de vennootschap aan te passen en die door haar oprichters te laten goedkeuren.

Artikel 3

Dit artikel stemt de verwijzing naar het voor NEO geldende rechtskader in artikel 4 van de ordonnantie van 27 februari 2014 af op haar nieuwe vennootschapsvorm en op de toekomstige toepassing van het wetboek van vennootschappen en verenigingen. Die aanpassing verandert niets aan de draagwijdte van de specifieke bepalingen van de ordonnantie waardoor de rechtsregeling die erop van toepassing is, op sommige vlakken een eigen invulling krijgt, die aanleunt bij haar statuut van publiekrechtelijke vennootschap. De laatste zin van artikel 4 moet geschrapt worden, omdat het vroegere onderscheid tussen burgerlijke en commerciële handelingen niet langer geldt in het Belgisch recht.

Artikel 4

Ook de wijzigingen aan artikel 5 van de ordonnantie van 27 februari 2014 zijn enkel bedoeld om de gehanteerde terminologie aan te passen aan de nieuwe vennootschapsvorm van de vennootschap en daarnaast om de in deze bepaling vervatte beperking op het toepasselijke rechtskader in verband met de oorzaken van ontbinding aan te passen. Het in 2014 vastgestelde principe dat de vennootschap alleen kan worden ontbonden op basis van een beslissing van de twee overheden die haar hebben opgericht, blijft dus behouden.

Artikel 5

De door deze bepaling aangebrachte wijzigingen aan artikel 6 van de ordonnantie van 27 februari 2014 zijn voornamelijk bedoeld om rekening te houden met de afschaffing van het kapitaalconcept bij besloten vennootschappen door het WVV. Het WVV verwijst voortaan immers naar het ter beschikking gestelde eigen vermogen van een besloten vennootschap. Die nieuwe terminologie dient dan ook te worden gebruikt. Het komt er ook op aan de woordenschat af te stemmen op degene die gehanteerd wordt voor de aandeelhouders en aandelen van een besloten vennootschap, die anders is dan die voor coöperatieve vennootschappen.

Artikel 6

De door deze bepaling aangebrachte wijzigingen aan artikel 7 van de ordonnantie van 27 februari 2014 zijn van dezelfde aard als degene die worden ingevoerd door de hierboven besproken artikelen 4 en 5.

Rudi VERVOORT

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

tot wijziging van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

In artikel 2 van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°. in het eerste lid worden de woorden “coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid” vervangen door de woorden “besloten vennootschap”.

2°. in het tweede lid worden de woorden “het kapitaal van” geschrapt.

3°. in het derde lid wordt het woord “vennoten” vervangen door het woord “aandeelhouders”.

Artikel 3

In artikel 4 van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°. de woorden “coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid” worden vervangen door de woorden “besloten vennootschappen”;

2°. het letterwoord “CVBA” wordt vervangen door “BV”;

3°. het woord “aandeelhoudersovereenkomst” wordt vervangen door het woord “aandeelhoudersovereenkomst”

4°. de tweede zin wordt geschrapt.

Artikel 4

In artikel 5 van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°. de eerste zin wordt vervangen door de volgende zin:

“De bepalingen van Boek XX “Insolventie van ondernemingen” van het wetboek van economisch recht zijn niet van toepassing op NEO”.

2°. in de tweede zin van deze bepaling wordt het woord “vennoten” vervangen door het woord “aandeelhouders”.

3°. de laatste zin van deze bepaling wordt vervangen door de volgende zin:

“Alle andere oorzaken van ontbinding, met inbegrip van die waarin voorzien in artikel 5:153 van het wetboek van vennootschappen en verenigingen, zijn niet van toepassing”.

Artikel 5

In artikel 6 van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1°. het woord "aandelen" wordt stelselmatig vervangen door het woord "aandelen"
- 2°. het woord "aandelen" wordt stelselmatig vervangen door het woord "aandelen"
- 3°. het woord "categorie" wordt stelselmatig vervangen door het woord "klasse",
- 4°. het woord "vennoten" wordt stelselmatig vervangen door "aandeelhouders".
- 5°. in de eerste zin van het vierde lid worden de woorden "van het vast gedeelte en het variabel gedeelte van het kapitaal" vervangen door "van het eigen vermogen".
- 6°. in de tweede zin van het vierde lid worden de woorden "de vaste en variabele gedeelten van het kapitaal" vervangen door "het eigen vermogen".
- 7°. in de laatste zin van het vierde lid wordt "artikel 551 van het Wetboek van Vennootschappen" vervangen door "artikel 5:46 van het wetboek van vennootschappen en verenigingen".
- 8°. in het vijfde lid wordt "artikel 370 van het Wetboek van Vennootschappen" vervangen door "artikel 5:155 van het wetboek van vennootschappen en verenigingen".
- 8°. het laatste lid wordt geschrapt.

Artikel 6

In artikel 7 van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1°. het woord "vennoten" wordt vervangen door het woord "aandeelhouders";
- 2°. het woord "categorie" wordt vervangen door het woord "klasse".

Rudi VERVOORT

BIJLAGE – Geconsolideerde tekst van de ordonnantie betreffende de vennootschap NEO

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. De Regering is gemachtigd om namens het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hierna "het Gewest", een vennootschap naar publiek recht op te richten, in de vorm van een **besloten vennootschap**, die de naam NEO zal dragen. NEO beschikt over rechtspersoonlijkheid.

De Stad Brussel, hierna "de Stad", is gemachtigd om rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen in deze vennootschap.

De statuten van NEO worden aangenomen door de oprichters en goedgekeurd door de Regering en door de gemeenteraad van de Stad. De algemene vergadering van de **aandeelhouders** beslist over de wijzigingen, doch die wijzigingen hebben pas uitwerking nadat zij zijn goedgekeurd door zowel de Regering als door de gemeenteraad van de Stad.

Art. 3. NEO heeft als opdracht om, met het oog op het algemeen belang, de inrichting en de ontwikkeling van de Heizelvlakte evenals het daaropvolgende operationele beheer te bevorderen, te verwezenlijken of te doen verwezenlijken, met inbegrip van, indien nodig, de exploitatie van een of meerdere gebouwen die er zullen worden opgericht. De statuten van NEO definiëren haar maatschappelijk doel op die wijze dat zij alle daartoe nodige of nuttige handelingen kan stellen, met inbegrip van de te dien einde nodige of nuttige handelingen met betrekking tot onroerende goederen. NEO kan de financiering, de verwezenlijking, het onderhoud of het beheer van het geheel of een deel van de infrastructuur verwezenlijkt op de Heizelvlakte aan derden toevertrouwen, op basis van een of meerdere contracten voor lange duur die worden gesloten overeenkomstig de wetgeving inzake overheidsopdrachten.

NEO ontwikkelt, binnen de grenzen van deze ordonnantie, alle activiteiten die verenigbaar zijn met haar maatschappelijk doel. NEO beslist over de verwerving, het gebruik en de vervreemding van haar lichamelijke en onlichamelijke goederen, over de vestiging of de opheffing van zakelijke rechten op die goederen, evenals over de uitvoering van dergelijke beslissingen.

NEO kan deelnemen in de hoedanigheid van oprichter en rechtstreekse of onrechtstreekse participaties nemen in Belgische of buitenlandse vennootschappen, verenigingen of instellingen naar publiek of privaat recht, waarvan het maatschappelijk doel verband houdt met de inrichting en de ontwikkeling van de Heizelvlakte.

NEO kan subsidies ontvangen van alle rechtspersonen naar publiek recht en inkomsten ontvangen door de levering van prestaties aan derden of door de roerende en onroerende goederen waarvan zij eigenaar of beheerder is te gelde te maken.

NEO kan schikkingen treffen en geschillen laten beslechten door een scheidsrechter, evenals schenkingen en legaten ontvangen.

De bedrijfszetel van NEO is gevestigd op het grondgebied van de Stad Brussel.

Art. 4. Hetgeen niet is geregeld in deze ordonnantie, wordt voor NEO geregeld door de wettelijke en verordenende regels die van toepassing zijn op de **besloten vennootschappen (BV)**, door haar statuten en door de **aandeelhoudersovereenkomst** bedoeld in artikel 6.

Art. 5. **De bepalingen van Boek XX "Insolventie van ondernemingen" van het wetboek van economisch recht zijn niet van toepassing op NEO.** Enkel de algemene vergadering van de **aandeelhouders** kan beslissen tot de ontbinding van NEO. Die beslissing heeft pas uitwerking nadat zij

is goedgekeurd door de Regering en door de gemeenteraad van de Stad. In de beslissing van de Regering worden de wijze en de voorwaarden van de ontbinding geregeld. Alle andere oorzaken van ontbinding, met inbegrip van die waarin voorzien in artikel 5:153 van het wetboek van vennootschappen en verenigingen, zijn niet van toepassing.

Art. 6. Het Gewest bezit vijftig percent van de aandelen van NEO, aandelen van klasse A genaamd. De resterende vijftig percent, aandelen van klasse B genaamd, zijn ten belope van minimum 90 % in handen van de Stad en ten belope van maximum 10 % in handen van de vereniging zonder winstoogmerk Tentoonstellingspark van Brussel of van een of meerdere vennootschappen, entiteiten of rechtspersonen naar publiek recht waarin de Stad, rechtstreeks of onrechtstreeks, beschikt over het geheel van de stemrechten verbonden aan de aandelen, deelbewijzen, effecten of rechten van de aandeelhouders. De Stad en de aandeelhouders die op die wijze worden gecontroleerd door de Stad, vormen de aandeelhouders van klasse B.

De aandelen van klasse A zijn absoluut onoverdraagbaar. De aandelen van klasse B zijn enkel overdraagbaar tussen de aandeelhouders van klasse B en voor zover de Stad op elk ogenblik minimum 90% van die aandelen behoudt.

Elk aandeel geeft recht op één stem, met dien verstande dat, op elk ogenblik en ongeacht de omvang van de inbrengen, de stemrechten in de algemene vergadering van de vennootschap voor de helft toekomen aan het Gewest en voor de helft aan de aandeelhouders van klasse B.

De aandeelhouders sluiten een overeenkomst waarin het bedrag en de wijze van storting van het eigen vermogen wordt bepaald. De raad van bestuur van NEO is bevoegd om het eigen vermogen op te vragen, met eerbiediging van de bepalingen van de aandeelhoudersovereenkomst. De overeenkomst die wordt gesloten tussen de aandeelhouders, heeft een duur van 20 jaar en wordt voor die hele duur op onweerlegbare wijze geacht in overeenstemming te zijn met het maatschappelijk doel van NEO. De overeenkomst kan niet worden vernietigd, in het bijzonder omdat één van de voorwaarden waarin voorzien in artikel 5:46 van het wetboek van vennootschappen en verenigingen niet of niet meer vervuld zou zijn.

De oprichters-aandeelhouders kunnen geen ontslag nemen. Zij kunnen niet worden uitgesloten, zelfs niet om gegronde redenen, in de zin van artikel 5:155 van het wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Art. 7. De raad van bestuur is samengesteld uit veertien bestuurders, waarvan zeven benoemd door het Gewest en zeven benoemd door de aandeelhouders van klasse B. De mandaten van bestuurders worden ten kosteloze titel uitgeoefend.

Art. 8. §1. Het Gewest, de Stad en alle andere rechtspersonen naar publiek recht die zijn opgericht door het Gewest of door de Stad of waarin het Gewest of de Stad rechtstreeks of onrechtstreeks de meerderheid van de aandelen bezitten of waarop het Gewest toezicht uitoefent, zijn gemachtigd om NEO alle roerende en onroerende goederen over te dragen, met inbegrip van de goederen die behoren tot hun openbaar domein, die nuttig of nodig zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel van NEO. Zij kunnen NEO ook zakelijke rechten toekennen op die goederen en die goederen aan haar verhuren of in beheer geven, ongeacht de juridische aard van de transactie, en zulks kosteloos of tegen vergoeding. §2. Zonder afbreuk te doen aan §3 beheert NEO de private goederen waarvan ze eigenaar is, waarop ze een zakelijk recht heeft of waarvan het beheer haar is toevertrouwd. Daartoe kan zij alle beheershandelingen stellen zoals het onderhoud, de verbetering, de terbeschikkingstelling en het gebruik van die goederen. Binnen de grenzen van de rechten waarover zij beschikt, kan zij zakelijke of persoonlijke rechten op die goederen verlenen. §3. Zonder afbreuk te doen aan het recht van NEO om elk zakelijk of persoonlijk recht aangaande het privaat domein van haar aandeelhouders of enige derde te ontvangen, wordt er in hoofde van NEO een wettelijke erfdiensbaarheid van openbaar nut gevestigd dat haar toelaat om ten kosteloze titel, onder, op of boven het openbaar domein van eender welke

publiekrechtelijke rechtspersoon, de werken en uitrustingen, met inbegrip van hun aanhorigheden, nodig voor de realisatie van de inrichtingen van openbaar nut in het kader van de in artikel 3 bedoelde taak, te plaatsen.

Het is NEO evenwel niet toegestaan om werken en uitrustingen te plaatsen op de spoorlijnen beheerd door de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer te Brussel.

NEO, eigenaar van de werken en uitrustingen, kan op die goederen: 1° zakelijke rechten vestigen verenigbaar met hun openbare bestemming, die behouden blijft; 2° voor de duur die zij bepaalt, een opstalrecht toekennen aan eender welke persoon naar publiek recht of privaat recht. Elke tenuitvoerlegging van de erfdienstbaarheid bedoeld in het eerste lid is onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring van de overheid die het desbetreffende openbaar domein beheert en die de verantwoordelijkheid verbonden aan het gebruik van dat domein blijft dragen.

Die overheid beslist over de aanvraag tot goedkeuring binnen 75 dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag. Die termijn wordt geschorst tussen 15 juli en 15 augustus.

De goedkeuring wordt geacht te zijn bekomen indien binnen de in het vierde lid voorziene termijn geen beslissing is genomen over de aanvraag tot goedkeuring. §4. Nadat zij daartoe gemachtigd is door de Regering, kan NEO in eigen naam en voor eigen rekening overgaan tot de onteigening van de onroerende goederen die nodig zijn voor de uitvoering van de inrichting en de ontwikkeling van de Heizelvlakte. De onteigeningen geschieden overeenkomstig de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden zoals bepaald in artikel 5 van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemenen nutte, of elke andere procedure in die aangelegenheid die van toepassing is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 9. NEO wordt gelijkgesteld met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de toepassing van de wetten en de ordonnanties met betrekking tot de directe en de indirecte belastingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 10. De Regering is gemachtigd om de gewestelijke waarborg toe te kennen met betrekking tot de verbintenissen die werden gesloten door NEO met derden en die betrekking hebben op de betaling van beschikbaarheidsvergoedingen betreffende het ontwerp, de bouw, de financiering en het onderhoud van de infrastructuur die werd opgericht op de Heizelvlakte in uitvoering van de opdrachten van NEO. Die waarborg kan een zelfstandig en onherroepelijk karakter hebben en de vorm aannemen van een waarborg die van kracht blijft tot alle verbintenissen van NEO ten opzichte van de derde volbracht zijn.

Art. 11. §1. NEO wordt, voor de toepassing van de ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, niet beschouwd als een dienst van de Regering, noch als een autonome bestuursinstelling in de zin van artikel 2, 1° en 2° van die ordonnantie.

NEO zal evenwel een overeenkomst sluiten met het Financieel Coördinatiecentrum voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de kassier bedoeld in artikel 63, tweede lid van bovenvermelde ordonnantie van 23 februari 2006 teneinde te beschikken over een transitrekening die uitsluitend dient voor de centralisering van de gewestelijke inbreng in NEO. §2. NEO is onderworpen aan de controle van het Rekenhof. De rekeningen van NEO worden bezorgd aan het Rekenhof, uiterlijk op 31 mei van het jaar volgende op het desbetreffende dienstjaar.

Het Rekenhof heeft te allen tijde toegang tot de sociale, fiscale, financiële en boekhoudkundige gegevens.

Het brengt onverwijld elke onregelmatigheid ter kennis van de Regering en het College van burgemeester en schepenen van de Stad. Het brengt zulks eveneens ter kennis van het Parlement, op eigen initiatief of op verzoek van dat laatste.

Het Rekenhof onderzoekt de wettigheid en de regelmatigheid van de uitgaven en de inkomsten en controleert het goede gebruik van de overheidsgelden. Het waakt over de eerbiediging van de beginselen van zuinigheid, doeltreffendheid en doelmatigheid.

Het Rekenhof is gemachtigd om zich alle documenten en inlichtingen van welke aard ook te doen toekomen met betrekking tot de uitoefening door NEO van haar opdracht tot inrichting en ontwikkeling van de Heizelvlakte. Het kan een controle ter plaatse organiseren. §3. NEO is onderworpen aan de controle van de Regering door tussenkomst van twee commissarissen, die benoemd en afgezet worden door de Regering. Zij waken over de naleving van de wet en de statuten van NEO. De regeringscommissarissen worden uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur en hebben er een raadgevende stem. Zij kunnen te allen tijde ter plaatse kennis nemen van de boeken, brieven, notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van NEO. Zij kunnen van de bestuurders en van de personeelsleden van NEO alle ophelderingen en inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die zij nodig achten voor de uitvoering van hun mandaat.

Elke regeringscommissaris kan binnen een termijn van vier dagen bij de Regering een beroep tot nietigverklaring indienen voor elke beslissing die hij strijdig acht met de wet of met de statuten van de vennootschap. Die termijn gaat in op de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen, voor zover de regeringscommissaris daarop regelmatig was uitgenodigd en, in het tegenovergestelde geval, de dag waarop hij van de beslissing kennis heeft gekregen. Het beroep is opschortend. Gelijktijdig met de indiening van het beroep, stuurt hij een kopie hiervan aan de voorzitter van de raad van bestuur van NEO en aan het College van de Stad Brussel, dat beschikt over acht dagen om zijn advies aan de Regering mee te delen. De Stad en het Gewest maken gebruik van die termijn van acht dagen om, indien mogelijk, tot een gemeenschappelijk standpunt te komen.

Indien de Regering, binnen een termijn van vijf dagen na ontvangst van het advies van de Stad of, bij ontstentenis hiervan, binnen een termijn van dertien dagen te rekenen vanaf de dag nadat het beroep is ingediend, de nietigverklaring niet heeft uitgesproken, wordt de beslissing definitief. De Regering deelt de nietigverklaring mee aan de raad van bestuur.

Zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen komen in de termijnen niet in aanmerking.

De mandaten van regeringscommissaris zijn onbezoldigd.

Art. 12. Er wordt voldaan aan de personeelsbehoeften van NEO door personeel dat wordt aangeworven via arbeidsovereenkomsten.

Rudi VERVOORT

Ontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO



De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Op voorstel van de Minister-president,

Na beraadslaging,

Besluit:

De Minister-president is belast met de voorlegging aan het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van het ontwerp van ordonnantie met de volgende inhoud:

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet

Art. 2. In artikel 2 van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°. in het eerste lid worden de woorden “coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid” vervangen door de woorden “besloten vennootschap”.

2°. in het tweede lid worden de woorden “het kapitaal van” geschrapt.

3°. in het derde lid wordt het woord “vennoten” vervangen door het woord “aandeelhouders”.

Art. 3. In artikel 4 van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°. de woorden “coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid” worden vervangen door de woorden “besloten vennootschappen”;

2°. het letterwoord “CVBA” wordt vervangen door “BV”;

3°. het woord “aandeelhoudersovereenkomst” wordt vervangen door het woord “aandeelhoudersovereenkomst”

4°. de tweede zin wordt geschrapt.

Projet d'ordonnance portant modification de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Sur la proposition du Ministre-Président

Après délibération,

Arrête:

Le Ministre-Président est chargé de présenter au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, le projet d'ordonnance dont la teneur suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 2 de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, les modifications suivantes sont apportées :

1°. à l'alinéa 1er, le mot « coopérative » est supprimé.

2°. au deuxième alinéa, les mots « en capital » sont supprimés.

3°. au troisième alinéa, le mot « associés » est remplacé par le mot « actionnaires ».

Art. 3. A l'article 4 de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, les modifications suivantes sont apportées :

1°. le mot « coopératives » est supprimé ;

2°. le sigle « SCRL » est remplacé par « SRL » ;

3°. les termes « d'associés » sont remplacés par « d'actionnaires » ;

4°. la seconde phrase est supprimée.

Art.4. In artikel 5 van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°. de eerste zin wordt vervangen door de volgende zin:

“De bepalingen van Boek XX “Insolventie van ondernemingen” van het wetboek van economisch recht zijn niet van toepassing op NEO”.

2°. in de tweede zin van deze bepaling wordt het woord “vennoten” vervangen door het woord “aandeelhouders”.

3°. de laatste zin van deze bepaling wordt vervangen door de volgende zin:

“Alle andere oorzaken van ontbinding, met inbegrip van die waarin voorzien in artikel 5:153 van het wetboek van vennootschappen en verenigingen, zijn niet van toepassing”.

Art.5. In artikel 6 van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°. het woord “aandelen” wordt stelselmatig vervangen door het woord “aandelen”

2°. het woord “aandelen” wordt stelselmatig vervangen door het woord “aandelen”

3°. het woord “categorie” wordt stelselmatig vervangen door het woord “klasse”,

4°. het woord “vennoten” wordt stelselmatig vervangen door “aandeelhouders”.

5°. in de eerste zin van het vierde lid worden de woorden “van het vast gedeelte en het variabel gedeelte van het kapitaal” vervangen door “van het eigen vermogen”.

6°. in de tweede zin van het vierde lid worden de woorden “de vaste en variabele gedeelten van het kapitaal” vervangen door “het eigen vermogen”.

7°. in de laatste zin van het vierde lid wordt “artikel 551 van het Wetboek van Vennootschappen” vervangen door “artikel 5:46 van het wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

8°. in het vijfde lid wordt “artikel 370 van het Wetboek van Vennootschappen” vervangen door “artikel 5:155 van het wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

9°. het laatste lid wordt geschrapt.

Art.4. A l'article 5 de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, les modifications suivantes sont apportées :

1°. la première phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Les dispositions du Livre XX « Insolabilité des entreprises » du Code de droit économique ne sont pas applicables à NEO ».

2°. dans la deuxième phrase de cette disposition, le terme « associés » est remplacé par le terme « actionnaires ».

3°. la dernière phrase de cette disposition est remplacée par la phrase suivante :

« Toutes les autres causes de dissolution, en ce compris celle prévue à l'article 5: 153 du Code des sociétés et des associations, ne sont pas applicables ».

Art. 5. A l'article 6 de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, les modifications suivantes sont apportées :

1°. le terme « parts » est systématiquement remplacé par « actions »,

2°. le terme « part » est systématiquement remplacé par « action »,

3°. le terme « catégorie » est systématiquement remplacé par « classe »,

4°. le terme « associés » est systématiquement remplacé par « actionnaires ».

5°. à l'alinéa 4, première phrase, les termes « de la part fixe et de la part variable du capital social » sont remplacés par « des capitaux propres ».

6°. à l'alinéa 4, deuxième phrase, les termes « parts fixe et variable du capital » sont remplacés par « capitaux propres ».

7°. à l'alinéa 4, dernière phrase, « l'article 551 du Code des sociétés » est remplacé par « l'article 5:46 du Code des sociétés et des associations ».

8°. à l'alinéa 5 , « l'article 370 du Code des sociétés » est remplacé par « l'article 5:155 du Code des sociétés et des associations ».

9°. le dernier alinéa est supprimé.

Art.6. In artikel 7 van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°. het woord “vennoten” wordt vervangen door het woord “aandeelhouders”;

2°. het woord “categorie” wordt vervangen door het woord “klasse”.

Brussel, 29/06/2023

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De minister-president van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering,



Rudi Vervoort

Art. 6. A l'article 7 de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, les modifications suivantes sont apportées :

1°. le terme « associés » est remplacé par le terme « actionnaires » ;

2°. le terme « catégorie » est remplacé par le terme « classe ».

Bruxelles, le 29/06/2023

Pour le Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la
Région de Bruxelles-Capitale,